

## CHAPITRE 5 - LA PARTICIPATION POLITIQUE EN FRANCE

Participer sans militer

Raül Magni-Berton

*in Daniel Boy et al., Les Français, des Européens comme les autres ?*

Presses de Sciences Po | « Académique »

2010 | pages 133 à 152

ISBN 9782724611618

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/les-francais-des-europeens-comme-les-autres---page-133.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Chapitre 5/LA PARTICIPATION POLITIQUE EN FRANCE

## PARTICIPER SANS MILITER

*Raul Magni-Berton*

### Introduction : les faits

Y a-t-il du « spécifiquement français » dans la façon dont les citoyens participent à la vie politique ? Au regard des enquêtes ESS, il semblerait que oui. Qui plus est, la spécificité des Français semble cohérente avec l'histoire et les clichés de ce pays. Patrie des révoltes et des révolutions, des changements constitutionnels et des luttes politiques, la France garde aujourd'hui un attachement pour les formes de participation politique occasionnelles, non conventionnelles et – pourrait-on ajouter – protestataires. Ce constat a été souligné plusieurs fois, mais seulement récemment à l'aide de données ESS [Groux, 2007].

Les chiffres présentés ici (tableau 5.1) permettent d'établir ce constat de façon comparative. Pour chaque forme de participation politique que nous avons prise en considération, nous fournissons ici deux informations. La première exprime la corrélation (coefficient de Pearson) entre le fait d'être français (codé par 1 par opposition à tous les autres citoyens européens codés par 0) et différents types de participation politique. Ce coefficient permet d'établir sous quel aspect et dans quel sens les Français sont significativement différents des autres Européens pris comme un ensemble. La deuxième concerne le classement de la France dans les différents types de participation politique. Par exemple, en ordonnant par ordre décroissant les pourcentages de personnes qui déclarent être membres d'un parti politique par pays, le pourcentage des Français militants est le 19<sup>e</sup> sur 21 pays européens.

Les types de participation sont ensuite distingués en trois groupes : la participation permanente (être membre d'un groupement politique ou syndical), la participation conventionnelle (établir un lien avec un

groupement politique) et la participation non conventionnelle (manifester ses opinions politiques sans nécessairement passer par des organisations ou des institutions).

En ce qui concerne la participation permanente, elle comprend deux volets : le militantisme partisan et syndical. En termes de militants partisans (pourcentage des répondants qui se disent membres d'un parti politique), les Français sont antépénultièmes. La corrélation entre être français et militer dans un parti politique est négative et significative, avec une valeur de  $-0,03$ . Le taux français de militants syndicaux est le deuxième plus faible d'Europe et le coefficient – toujours très significatif et négatif est nettement plus élevé, puisqu'il approche  $-0,08$ . Dans les deux cas, la France est aussi bien au-dessous de la médiane que de la moyenne européenne, ce qui est également confirmé par les statistiques officielles<sup>1</sup>.

*Tableau 5.1: Classement de la France en Europe selon différentes formes de participation politique*

Formes de participation	Corrélation de Pearson entre être français et...	Classement de la moyenne française sur 21 pays
<b>Permanente</b>		
... être membre d'un parti politique	$-0,031^{**}$	19 <sup>e</sup>
... être membre d'un syndicat	$-0,076^{**}$	20 <sup>e</sup>
<b>Conventionnelle</b>		
... avoir voté aux dernières élections	$-0,005$	14 <sup>e</sup>
... avoir travaillé pour un parti politique	$0,002$	8 <sup>e</sup>
... avoir contacté un politicien ou un fonctionnaire gouvernemental	$0,004$	8 <sup>e</sup>
<b>Non conventionnelle</b>		
... avoir participé à une manifestation légale	$0,048^{**}$	3 <sup>e</sup>
... avoir boycotté certains produits	$0,097^{**}$	2 <sup>e</sup>
... avoir utilisé des badges pour une campagne politique	$0,051^{**}$	3 <sup>e</sup>
... avoir signé une pétition	$0,060^{**}$	4 <sup>e</sup>
... avoir participé à une protestation illégale <sup>a</sup>	$0,047^{**}$	2 <sup>e</sup>

<sup>a</sup> Ces données proviennent de la vague 1 de 2002-2003, où il y avait 19 pays. La question a été supprimée dans la vague 2. Les seuils de significativité sont ici indiqués selon les conventions habituelles de notation.

1. Guy Groux [2007] montre que la France est à la dernière place dans les taux de syndication. Cependant, même les statistiques officielles ont parfois

Prenons maintenant les formes de participation politique conventionnelles. Dans ce domaine, les Français ne sont pas significativement différents des autres citoyens européens. D'ailleurs, le classement de la France est nettement meilleur que dans la participation permanente, bien qu'il reste très moyen. Le pourcentage de personnes qui ont déclaré avoir voté à la dernière élection nationale est le quatorzième en Europe. Là encore, le score correspond assez bien aux chiffres officiels<sup>2</sup>. Les Français se situent autour de la huitième position dans le domaine du travail ou des démarches auprès des partis politiques et de ses représentants. Il faut également remarquer que pour tous les indices de participation politique conventionnelle, il n'y a pas de différence significative entre les Français et les autres Européens.

Mais c'est surtout la participation politique dans la rue qui réserve des surprises. Que ce soit pour les manifestations, le boycott, les pétitions, les campagnes ou les protestations illégales, la France se place systématiquement dans les 4 premiers pays européens (4 fois sur 5 elle est parmi les 3 premiers). Elle affiche une participation conventionnelle significativement supérieure aux autres pays européens. Le coefficient le plus élevé concerne le boycott de produits (il s'approche de 0,1), et il se situe aux alentours de 0,05 dans tous les autres domaines. Le plus surprenant n'est pas tant le rôle de leader européen que la France affiche dans le domaine protestataire, que le fait qu'elle se place dans les derniers, lorsqu'il s'agit de militer ou de s'aligner dans une organisation politique. C'est donc cette asymétrie qui fait de la France un cas « spécifique ».

Un coup d'œil aux autres pays peut permettre de mieux percevoir cette particularité. Si l'on prend en compte les neuf formes de

*des difficultés à établir avec certitude la place du militantisme syndical français, en raison de l'absence de données sur les adhésions syndicales de la majorité des confédérations. Cependant, il est clair qu'au regard des chiffres disponibles, les syndicats français sont sans conteste dans les plus faibles d'Europe. Voir Mark Carley [2004].*

*2. Lors des élections présidentielles 2007, il y a eu un retour aux urnes important. On pourrait y voir ici une tendance à une plus grande participation électorale des Français. Mais ce taux de participation n'a pas été confirmé dans les élections législatives de la même année. Pour ma part, je resterai donc réservé quant à la possibilité d'évoquer une réconciliation des Français avec les urnes.*

participation citées dans l'enquête ESS de 2005, il est possible de distinguer plusieurs groupes de pays. Il y a, avant tout, les pays qui se trouvent dans la première moitié – voire aux premiers postes – dans toutes les formes de participation. Il s'agit de l'Autriche et des pays scandinaves (Danemark, Suède, Finlande, même si cette dernière a un faible taux de participation aux élections et aux manifestations). Le Luxembourg est également dans le lot, même si son classement est un peu plus faible dans les formes de participation non conventionnelles (en particulier les pétitions). Enfin, dans ce premier groupe pourrait entrer également l'Espagne, très active dans tous les domaines sauf dans le militantisme syndical et la prise de contact avec les politiciens.

Figurent ensuite les pays qui ont un score intermédiaire dans toutes les échelles de participation : les Pays-Bas se placent toujours entre la 7<sup>e</sup> et la 13<sup>e</sup> position. La Belgique (entre 5 et 12) et l'Italie (entre 4 et 14) sont aussi dans ce cas, sauf en ce qui concerne la participation électorale, puisque le vote y est obligatoire. L'Irlande (entre 5 et 12) peut également être classée dans cette catégorie, bien qu'elle soit classée première pour le taux de personnes qui ont contacté un politicien ou un fonctionnaire gouvernemental.

Enfin, il y a les pays qui se trouvent presque toujours dans le bas du classement, tels que les pays de l'Europe de l'Est (Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) et le Portugal. La Grèce, également, a partout un classement très faible, sauf dans les formes partisanes de participation (être membre d'un parti politique, avoir travaillé pour un parti politique, voter).

Il reste – avec la France – deux pays difficiles à classer : l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni possède des scores très inégaux : dans les trois formes partisanes de participation, il est classé dans les dernières places. Les autres scores sont relativement médiocres, à l'exception du taux de personnes qui signent des pétitions, où il est deuxième. Mais ce classement n'est pas confirmé pour les autres formes de participation non conventionnelles. L'Allemagne, en revanche, se classe partout entre la 12<sup>e</sup> et la 16<sup>e</sup> place sauf pour la participation électorale (9<sup>e</sup>) et surtout pour 3 des 4 formes de participation non conventionnelles : les pétitions (3<sup>e</sup>), les manifestations et le boycott, où

elle est 5°. Le cas de l'Allemagne est donc celui qui ressemble le plus au cas français, même si beaucoup plus modéré et moins cohérent.

Aucun pays – donc – ne présente les deux traits caractéristiques de la France, à savoir une nette différence entre les types de participation (permanente, conventionnelle et non conventionnelle) et une variation maximale des indices de participation (exprimés par des corrélations et des classements).

Dans les pages qui vont suivre, il s'agira d'essayer d'éclaircir ce phénomène que l'on peut désormais qualifier de « typiquement français » en continuant à exploiter le matériel comparatif. Dans la section suivante, nous montrerons que l'hypothèse d'une « politisation protestataire » spécifiquement française ne semble pas être corroborée empiriquement. Dans la troisième section, nous montrerons comment l'étude de la « génération 68 » et de la classe des fonctionnaires peut, en revanche, contribuer à l'explication de notre anomalie.

---

## Où est l'anomalie ?

Pour comprendre ces traits contradictoires du comportement politique des Français, on peut émettre deux hypothèses générales. Il est possible – c'est là la première hypothèse – de penser que la France produit des citoyens qui s'intéressent à la politique, mais se méfient de l'autorité et l'institution. Plusieurs éléments peuvent suggérer *a priori* la plausibilité de cette interprétation. Le pouvoir politique est – en France – concentré assez fortement dans les mains de l'exécutif (le président et le gouvernement). Les partis politiques sont faibles aussi bien hors du Parlement [Dewoghelaere *et al.*, 2006] qu'en son sein [Tsebelis, 2002]. Le poids des militants est – par conséquent – également limité. Quant aux syndicats, ils sont également peu consultés et leur capacité à prendre part positivement aux décisions politiques correspond essentiellement à celle que le pouvoir exécutif veut bien leur laisser [Groux, 2007]. En un mot : être militant dans un syndicat ou un parti politique est – en France – peu valorisant.

Il est alors envisageable de penser que les Français choisissent d'autres voies – moins institutionnelles – pour prendre part activement

à la vie politique. Ceci est d'autant plus plausible que l'histoire française regorge de révoltes venues « d'en bas ». On peut penser que – parallèlement à la faible valorisation qu'offre le militantisme – la culture politique française valorise l'action d'éclat, sans engagement et sporadique. L'attitude protestataire se comprendrait donc ainsi : il s'agirait d'une façon alternative pour faire entendre sa voix, refusant les structures officielles, et s'incarnant le plus souvent dans une réaction aux initiatives du gouvernement. Certaines recherches ont trouvé des résultats favorables à cette thèse s'appuyant sur des techniques de sondage particulières [Grunberg, Mayer et Sniderman, 2002].

Mais il existe une autre interprétation – moins optimiste – de l'anomalie française. Les Français ne seraient pas des citoyens assoiffés de politique et frustrés par la faible marge de manœuvre que les institutions leur offrent, mais plutôt indifférents à la politique et peu enclins à participer. Au fond, tel est le cas d'autres démocraties européennes. En d'autres termes, l'anomalie ne résiderait pas dans le fait que des citoyens actifs et politisés soient si peu enclins au militantisme, mais plutôt dans le fait que des citoyens globalement apathiques soient si actifs dans des formes de participation non conventionnelles. Mais, si cela se révélait exact, il faudrait expliquer l'extraordinaire classement de la France dans ces dernières.

Avant d'explorer cette deuxième hypothèse, nous proposons de vérifier si la première – qui semble plus plausible – est confirmée par les données ESS. Selon celles-ci, ce qui manque en France, ce n'est pas la compétence ou l'intérêt pour la politique, mais plutôt la confiance suffisante dans les partis et le système politiques. Les Français devraient alors apparaître comme politiquement compétents et institutionnellement méfiants.

Cette hypothèse, comme le montre le tableau 5.2, se révèle peu solide. Pour décrire la caractéristique d'être « institutionnellement méfiant », nous avons pris en considération la moyenne de la confiance et de la satisfaction à l'égard de différentes institutions politiques, encore une fois, par rapport aux moyennes des autres pays européens. Nous avons également considéré le degré de proximité à un parti comme le signe d'une relative confiance dans les partis politiques.

Pour décrire la caractéristique « politiquement compétents », nous avons considéré la moyenne française de l'intérêt pour la politique et des sentiments subjectifs de compétence par rapport aux autres pays européens. Il s'agit ici d'un indice subjectif, puisqu'il est demandé à chaque personne interviewée d'évaluer sa propre compétence politique. D'autres indicateurs pourraient être utilisés. En particulier, il est possible d'utiliser un indicateur moins subjectif qui correspond aux non-réponses des sans-opinion, et qui semble indiquer assez correctement l'incompétence politique [Laurison, 2007]. D'après ces échelles, par exemple, les Français ne sont pas plus incompétents que les autres Européens. Il faut néanmoins noter que les indicateurs subjectifs que nous considérons ici mesurent de façon plus adaptée le fond de l'hypothèse testée. L'important ici est d'évaluer si les Français se considèrent eux-mêmes compétents, mais peu confiants. C'est cette autodéfinition – plus que leur compétence réelle – qui devrait les orienter ou les détourner des formes de participation politique non conventionnelles. Pour utiliser les termes de Daniel Gaxie [2007], « c'est l'ampleur de l'auto-accréditation [...] qui gouverne la manière dont chaque citoyen exerce ou n'exerce pas les pouvoirs offerts par les dispositifs de représentation ». Cela vaut également pour la participation non conventionnelle, comme l'attestent les corrélations bivariées que nous avons utilisées. Si l'on prend l'ensemble des sondés, ceux qui se sentent moins compétents prennent moins souvent part que les autres aux manifestations, aux boycotts, aux pétitions et aux campagnes par badges. On pourrait donc s'attendre à ce que les Français – qui en moyenne descendent beaucoup dans la rue – se sentent plus compétents que les autres Européens.

*Tableau 5.2 : Classement de la France en Europe par compétence et confiance politique*

Dispositions à l'égard de la politique Vague 2 (2004/2005, 21 pays)	Corrélation de Pearson entre être français et...	Classement de la moyenne française sur 21 pays
<b>Compétence politique</b>		
... intérêt pour la politique	-0,029**	16 <sup>e</sup>
... capacité à comprendre la politique	-0,030**	17 <sup>e</sup>
... sentiment de maîtrise des enjeux politiques	-0,105**	21 <sup>e</sup>
<b>Confiance dans les institutions</b>		
... confiance dans les partis politiques	-0,015**	12 <sup>e</sup>
... confiance dans les politiciens	-0,004	11 <sup>e</sup>
... confiance dans le Parlement national	-0,012*	12 <sup>e</sup>
... confiance dans le système légal	-0,021**	14 <sup>e</sup>
... satisfaction du fonctionnement de la démocratie dans le pays	-0,039**	13 <sup>e</sup>
<b>Proximité à un parti</b>	0,025**	7 <sup>e</sup>

Source : ESS 2<sup>e</sup> vague.

Contrairement à l'hypothèse de départ, les Français semblent clairement plus confiants que compétents. Non pas que la confiance dans les institutions règne : par rapport aux autres pays européens, la France se place toujours dans le troisième quartile du classement de tous les indicateurs de confiance et de satisfaction à l'égard des institutions (sauf en ce qui concerne la proximité à un parti). De manière générale, il y a en France une confiance dans les institutions significativement inférieure à celle manifestée par les Européens en général, mais avec des différences assez faibles, comme le montre un autre chapitre de cet ouvrage. Plus spécifiquement, les Français sont légèrement plus méfiants sur les partis politiques, le Parlement national et le système légal. Ils ne sont pas plus méfiants que les autres à l'égard des politiciens. Ils sont, par contre, clairement moins satisfaits de leur démocratie, mais en même temps légèrement plus proches du parti politique de leur choix. En somme, les Français ont donc bien une faible confiance dans leurs institutions, quoique cette faiblesse ne soit pas chronique. Parmi les pays démocratiques les plus peuplés, la France est globalement plus confiante que l'Allemagne et

l'Italie, et un peu moins que le Royaume-Uni. On ne peut donc pas dire que les Français sont particulièrement critiques à l'égard de leur système politique<sup>3</sup>.

En revanche, le score affiché dans les indicateurs de compétence est étonnamment faible. Tous les coefficients affichent un faible sentiment de compétence, en particulier le sentiment de maîtriser les enjeux politiques avec un coefficient de Pearson supérieur à 0,1 (et avec la moyenne la plus faible en Europe). La France est toujours dans le dernier quartile du classement (sauf pour l'intérêt pour la politique en 2003, où elle est 13<sup>e</sup> sur 19). Dans les démocraties les plus peuplées, seule l'Italie partage ces placements très faibles – et encore – elle est globalement mieux classée.

Que tirer de ces informations ? Lorsque l'on considère les indicateurs de compétence politique, le classement de la France est similaire à celui des pays dans lesquels il y a le moins de participation politique : les pays d'Europe centrale et orientale et le Portugal. Ce qui tend à suggérer que si le militantisme est si faible en France, c'est probablement parce que les Français sont – en moyenne – assez dépolitisés. Ou du moins, ils ne se jugent pas capables de faire de la politique. Mais si tel est le cas, il est difficile de comprendre la pratique exceptionnelle des formes de participation non conventionnelles. Comment des personnes si peu enclines à consacrer leur temps à la politique peuvent être aussi actives, lorsqu'il s'agit de manifester, boycotter des produits, signer des pétitions, etc. ?

Dans la prochaine section, nous proposons d'explorer deux hypothèses simples : premièrement que, contrairement à d'autres pays européens, il y a en France une socialisation politique héritée de Mai 68 qui pousse les citoyens vers des formes de participation occasionnelles et non institutionnelles. Deuxièmement, on peut imputer la disponibilité des Français à se mobiliser aux faibles coûts de la mobilisation pour la classe des fonctionnaires, très représentée dans ce pays.

3. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas en France une « crise de confiance politique », comme l'atteste Pierre Bréchon [2004]. Simplement, cette crise de confiance n'est manifestement pas spécifique à la France. Elle est d'ailleurs constatée également aux États-Unis [Nye, Jr., Zelikow et King, 1997].

## Deux hypothèses : socialisation et représentation des professions

### Socialisation non conventionnelle : la « génération 68 »

Il faut remarquer que la primauté de la France dans les formes de participation non conventionnelles n'est pas tellement surprenante. En Europe, elle a été le phare des révoltes étudiantes en 1968, révoltes qui ont été menées suivant des formes de participation non conventionnelles et qui ont assez fortement changé la société dans son ensemble. Il faut également remarquer que le militantisme ou le vote ont été laissés au second plan par les mouvements des années 1960, au profit des manifestations, des boycotts, des pétitions ou campagnes de prise de conscience [Barnes et Kaase, 1989]. Voilà pourquoi nous pouvons penser que la tradition des mouvements politiques de rue est bien ancrée en France<sup>4</sup>.

Si tel était le cas, les formes de participation non conventionnelles devraient avant tout séduire les soixante-huitards eux-mêmes. C'est eux qui devraient retirer le plus d'avantages psychologiques en participant aux manifestations : les souvenirs s'éveillent, on se rappelle du « bon vieux temps », on retrouve les anciens camarades ainsi qu'une certaine impression de pouvoir changer les choses. Ce sont les personnes de la « génération 68 » qui devraient tirer une France assez politiquement apathique vers la participation politique, mais seulement sous ses formes non conventionnelles.

Le tableau 5.3 explore cette hypothèse : il représente l'écart entre la France et les autres pays européens (exprimé par une corrélation de Pearson) pour chaque forme non conventionnelle de participation politique. Mais il divise les populations par tranches d'âge. La « génération 68 » correspond aux personnes qui ont en 2005 entre 50 et 64 ans. Ils avaient donc entre 14 ans et 28 ans en 1968. Nous l'avons comparée à la population des jeunes (18-24 ans), à celle des mi-jeunes

4. Une étude de l'impact des clivages entre générations sur la participation a été fournie par Étienne Schweisguth [2002]. Cependant, celle-ci ne prenait pas en compte la spécificité de la « génération 68 » et ne comparait pas la France aux autres pays européens.

(25-34 ans), aux post-68 (35-49 ans) et enfin aux pré-68 qui ont 65 ans et plus. Lorsque le coefficient est égal à 0, alors la relation n'est pas significative, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de différence entre les Français et les autres Européens. Dans le tableau 5.3, nous n'avons indiqué le coefficient que pour la « génération 68 » car c'est cet effet que nous souhaitons mettre en valeur.

Les résultats semblent confirmer les attentes. De manière générale, la « génération 68 » est en France beaucoup plus active dans la participation non conventionnelle que dans les autres pays. L'écart de participation entre les Français et les Européens de 50-64 ans est le plus important, sauf pour les campagnes de badges, ou c'est chez les jeunes (18-24 ans) que l'on observe une plus grande différence entre Français et Européens. Il faut également remarquer qu'à une exception près et quelle que soit la génération, les Français participent plus que les autres Européens à la politique non conventionnelle, en particulier dans les activités de boycott de produits. L'écart est cependant très faible en ce qui concerne les générations d'avant 1968. Ces résultats suggèrent clairement un mécanisme de socialisation : les Français qui ont vécu Mai 68 ont vraiment une spécificité par rapport aux autres Européens. Plus on s'éloigne de cette génération et moins on observe de différence entre Français et Européens. En ce qui concerne les plus jeunes, la différence avec les autres Européens tend à s'accroître à nouveau, signe peut-être d'une partielle reprise de l'activité non conventionnelle.

Il faut également noter que la primauté systématique de la « génération 68 » n'est pas visible qu'en France : les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, la Hongrie en sont les autres illustrations. Dans la plupart des autres pays, il n'y a pas de tendance claire d'une génération à être comparativement plus participative que toutes les autres sur tous les fronts. Il y a cependant des tendances assez visibles. On y trouve d'abord le cas du Royaume-Uni où – à l'exception des manifestations – la tendance est linéaire : plus on est âgé, plus on est à la pointe de la protestation européenne à tranche d'âge équivalente. Figurent ensuite les pays dans lesquels la génération post-68 est particulièrement active, tels que l'Allemagne, l'Italie et la Grèce. Dans d'autres pays, ce sont les jeunes qui protestent relativement plus : tel

est le cas de la Pologne et de l'Autriche. En Espagne, les trois plus jeunes générations sont toujours très participatives, par opposition aux deux autres qui traînent en bas du classement. En Suède, c'est le contraire qui se passe. Dans tous les autres pays, il est plus difficile d'observer des régularités.

Si certaines de ces constatations sont attendues – par exemple l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne ou la Pologne – d'autres demandent des études plus approfondies. Mais tel n'est pas le propos ici. Pour le moment, nous disposons d'un premier indice : le niveau anormalement élevé de participation politique non conventionnelle en France peut – en partie – être imputé à un surengagement dans cette voie des personnes qui ont vécu Mai 68 et qui ont éduqué leurs successeurs.

### Une classe mobilisable : les fonctionnaires

L'explication par la socialisation, même si elle semble être valide, n'est probablement qu'un des facteurs qui expliquent notre spécificité française. Un deuxième facteur exploré ici concerne la surreprésentation en France de professions qui permettent à ceux qui les exercent de pouvoir exprimer leurs opinions dans la rue sans dommages collatéraux. L'analyse est concentrée ici sur les fonctionnaires. Autrefois, le contrôle de l'État sur les opinions des fonctionnaires publics était strict. Ce n'est plus le cas. Le statut de fonctionnaire est devenu dans les pays européens synonyme de sécurité de l'emploi et, de plus, il offre en moyenne plus de temps libre aux employés que dans le secteur privé. La carrière des fonctionnaires est donc, par rapport à celle des autres travailleurs, un peu plus généreuse en termes de temps libre et moins risquée en termes de perte de revenu ou de perte d'emploi.

Ces considérations connues peuvent nous permettre de penser que les fonctionnaires participent davantage – et pas seulement en France – à des activités politiques sans engagement à long terme, simplement parce que – dans la mesure où ils risquent moins et ont plus de temps – ils sont plus facilement mobilisables. Au niveau de l'Europe, cette relation est confirmée : les fonctionnaires sont significativement plus présents que les autres dans toute forme de participation non

conventionnelle. Si la participation reste sporadique en France, c'est parce que c'est l'un des pays européens qui comptent le plus de fonctionnaires. Ceci est un fait reconnu [Blais *et al.*, 1997]. Il peut également être observé à travers des données ESS : 35 % des interviewés déclarent travailler dans la fonction publique. C'est le troisième taux après le Danemark et la Suède (40 %). Ces trois pays ont également les taux les plus élevés de participation politique non conventionnelle. Du fait d'une présence importante de fonctionnaires, la France serait alors – tout comme le Danemark ou la Suède – un terrain fertile à la mobilisation sporadique de ses membres. Mais contrairement à ce qui se passe dans ces deux pays, il y a en France un sentiment diffus d'incompétence et de désintérêt pour la politique qui détourne les gens de formes de participation politique plus stables et institutionnelles.

## — Une évaluation générale

Il s'agit désormais d'évaluer ce que les deux explications proposées peuvent apporter au phénomène qui nous occupe. En dépit d'un très faible sentiment de compétence politique et d'intérêt pour la politique, les Français ont un taux extraordinaire de participation politique non conventionnelle dû, d'une part, à une socialisation politique particulière, héritée de la tradition de Mai 68, d'autre part, à une présence massive de fonctionnaires et d'étudiants plus facilement mobilisables par rapport aux autres dans les initiatives politiques sporadiques.

Ces explications vont être confrontées aux faits à travers une analyse de régression linéaire dont la variable dépendante sera l'indicateur de potentiel protestataire proposé par Nonna Mayer. Celui-ci est la somme des réponses aux quatre questions dans la vague 2 portant sur ce que nous avons appelé la « participation non conventionnelle ». Il prend donc une valeur qui va de 0 (ceux qui n'ont participé à aucune activité protestataire) à 4 (ceux qui ont pris part dans l'année en cours à toutes les formes de participation non conventionnelles citées)<sup>5</sup>.

5. Il faut noter que cet indicateur ne mesure pas l'intensité de la participation non conventionnelle de chaque interview, mais la palette d'options participatives utilisées. Ainsi, par exemple, quelqu'un qui aurait, dans l'année, boycotté une fois un produit et manifesté une autre fois, serait mieux classé

Le premier objectif est de contrôler si en France, il y a une influence, du fait d'appartenir à la « génération 68 » sur cette forme de participation politique. Notre attente est que cette influence existe en France, alors qu'elle n'existe pas au niveau européen. Si tel est effectivement le cas, nous pourrions confirmer que le classement élevé de ce pays dans les participations non conventionnelles est dû – au moins en partie – à l'hyperactivité de cette catégorie de personnes. À cette fin, la variable dichotomique « génération 68 » prend la valeur de 1, lorsque les personnes interrogées ont entre 50 et 64 ans, et 0 dans les autres cas.

Le deuxième objectif consiste à contrôler que la catégorie des fonctionnaires se mobilise réellement plus que les autres. Cela devrait être observé aussi bien en Europe qu'en France. En effet, selon notre hypothèse, c'est simplement leur nombre qui est supérieur en France, mais leur comportement est similaire dans la plupart des pays d'Europe. Une variable binaire a été construite : elle prend la valeur 1, lorsque l'interviewé est un *fonctionnaire* et la valeur 0 quand il ne l'est pas.

Dans le modèle général, nous avons également utilisé une variable de compétence (*intérêt pour la politique*) et une variable de confiance (*confiance dans les partis politiques*). Ces variables vont contrôler l'idée exposée dans la première section, à savoir que la participation politique non conventionnelle combine l'intérêt pour la politique avec une faible confiance dans les élites politiques officielles. Nous avons également pris en considération les deux formes les plus importantes de participation politique permanente – le fait d'être *membre d'un parti politique ou d'un syndicat*. Ici également, nous visons à établir si la participation dans la rue se construit plutôt comme une stratégie alternative ou comme une attitude complémentaire aux formes permanentes de participation. Il y a enfin cinq variables sociodémographiques classiques : le degré de *religiosité* (sur une échelle de 1 à 10), l'*âge*, le *diplôme* (sur une échelle de 4 correspondant à peu ou pas

*qu'un autre qui aurait manifesté 5 fois. Ceci cependant ne constitue pas un réel problème pour ce qu'il s'agit de mesurer, car l'usage de différentes formes de participation non conventionnelles est un bon indice de l'investissement des personnes dans ce type de participation politique. D'autre part, pour des chiffres allant de 0 à 4, il est préférable de faire une régression tobit. Cependant, après avoir contrôlé la similitude des résultats, nous offrirons au lecteur la régression linéaire classique, dont les résultats sont plus aisément lisibles.*

diplômé, secondaire, fin secondaire, supérieur), le *revenu* (construit sur une échelle de 12 intervalles de revenu) et le *sexe* (1 pour une femme et 0 pour un homme).

Les résultats tendent à confirmer la thèse de l'impact de la « génération 68 », mais à un degré assez modéré. Cet impact existe bel et bien en France (et non en Europe), mais il est assez faible. En termes plus précis, à qualités égales, un individu de la « génération 68 » a environ 20 % de chances en plus d'avoir pratiqué un type de participation dans la rue supplémentaire. La « génération 68 » a donc un impact positif sur la participation non conventionnelle, impact circonscrit à la France mais qui, seul, ne peut expliquer la façon dont les Français participent à la vie politique.

L'importance d'être fonctionnaire est également très significative en France et en Europe. Cependant, en France, son impact est bien plus élevé qu'en Europe. Les fonctionnaires français ont 20 % de chances de plus que les autres d'avoir pratiqué un type de participation non conventionnelle supplémentaire, alors qu'en Europe, ils n'ont que 6 % de chances en plus. Pour avoir un ordre d'idées, si l'on utilise simplement les variables *fonctionnaire* et « génération 68 », on explique deux fois mieux la variance du potentiel protestataire en France qu'en Europe.

Tableau 5.3 : *Modèle général pour la participation politique dans la rue en Europe et en France*

Variable dépendante : indicateur de potentiel protestataire	Europe (Beta)	France (Beta)
Génération 68	-0,009	0,082**
Fonctionnaire	0,032**	0,086**
Intérêt dans la politique	0,197**	0,249**
Confiance dans les partis politiques	-0,007	-0,036
Membre d'un parti politique	0,095**	0,084**
Membre d'un syndicat	0,082**	0,159**
Religiosité	-0,039**	0,000
Âge	-0,088**	0,099**
Diplôme	0,073**	0,178**
Revenu	0,124**	0,006
Sexe féminin	0,068**	0,054*

\*\* Coefficients significatifs à 99 %. \* Significatif à 95 %. Les coefficients sont standardisés.

Source: ESS 2<sup>e</sup> vague.

Le reste du tableau fournit des informations supplémentaires et utiles dans le cadre des questions posées dans cet article. Premièrement, le fait de s'intéresser à la politique a, dans les deux cas, un impact sur la participation non conventionnelle, alors que la méfiance à l'égard des partis politiques n'a aucune incidence. Ce résultat reste très stable lorsque l'on utilise d'autres variables de confiance dans les institutions et de compétence politique. Deux conséquences : d'une part, cela confirme que la méfiance des Français à l'égard des institutions – méfiance qui comme nous l'avons montré est toute relative – n'a pas de lien avec la participation protestataire. Autrement dit, cette participation n'est pas tout à fait « protestataire » : elle ne s'accompagne pas d'une critique des pouvoirs et institutions en place. D'autre part, l'intérêt pour la politique a une influence beaucoup plus grande en France que dans l'ensemble de l'Europe. Les Français sont en effet moins intéressés par la politique que la moyenne européenne, mais participent davantage de façon non conventionnelle. Cela entraîne ce que l'on constate ici, à savoir que lorsqu'un Français est intéressé par la politique, il a beaucoup plus de chances qu'un Européen moyen de participer à des actions politiques non conventionnelles.

Deuxièmement, une indication intéressante est fournie par les résultats concernant l'impact des formes de participation permanentes sur l'indicateur de potentiel protestataire. Il existe une relation positive entre ces variables. Autrement dit, plus on participe de façon permanente et plus on a tendance à participer de façon non conventionnelle. Ce résultat est vrai en France, mais aussi plus généralement en Europe.

Troisièmement, les données confirment des tendances plus classiques mais intéressantes : l'Européen type qui s'engage dans une action politique non conventionnelle est une femme, jeune, diplômée, vivant dans un foyer à revenu élevé et n'ayant pas de croyances religieuses. On peut souligner deux points importants. Il est d'abord intéressant de noter que le « Français protestataire type » n'est pas tout à fait identique à « l'Européen protestataire type ». Ils ont beaucoup de caractéristiques en commun à ceci près que le premier n'est pas particulièrement plus riche que les autres, ni moins religieux.

Autrement dit, en France, la protestation est moins marquée par deux des variables lourdes les plus classiques : la religion et le revenu.

En outre, l'impact du genre semble contredire l'idée que les femmes seraient moins investies dans la politique que les hommes. En réalité, il n'y a pas en soi une différence significative entre les femmes et les hommes dans la participation non conventionnelle (les hommes participent même légèrement plus dans les manifestations). Cependant, cette égalité devant la participation politique non conventionnelle est déjà étonnante. En effet, les facteurs qui influencent ce type de participation politique, tels que le revenu ou le fait d'être membre d'un syndicat ou d'un parti sont aujourd'hui des traits principalement masculins. On devrait alors s'attendre à un potentiel protestataire plus grand chez les hommes. Or, il n'en est rien. Autrement dit, comme nos résultats le montrent, à revenu égal, les femmes participent davantage. Cela veut dire que pour chaque classe de revenu, les femmes participent plus que les hommes (sauf chez les couches les plus pauvres). Un effet de ce type, même si moins spectaculaire, peut s'observer chez les membres d'un syndicat ou d'un parti politique. À chaque fois, on observe que parmi l'« élite » économique ou politique, les femmes font beaucoup plus usage des formes de participation non conventionnelles que les hommes. Ceci est vrai partout en Europe. En France, le revenu n'ayant pas un impact significatif sur la protestation, la féminisation de la protestation est légèrement plus visible. En France, 50 % des femmes ont pris la parole dans l'année d'une façon non conventionnelle, contre 48 % des hommes. En Europe, les hommes sont légèrement plus nombreux (31 % contre 30 %).

Enfin, nous devons constater que le modèle explique mieux la participation non conventionnelle française (21 % de la variance) qu'européenne (14 %). Ces R2 sont relativement faibles. Cela est en partie dû à la variable dépendante qui n'est pas continue, mais sans doute également à des paramètres que nous n'avons pas pris en compte, et qui soulignent que le phénomène de la participation protestataire française mérite les recherches qui depuis vingt ans lui sont consacrées.

---

## Conclusion

À partir des enquêtes ESS, l'étude de la participation politique en France par rapport aux autres pays européens fait avant tout apparaître une spécificité française marquée, même si peu surprenante : les Français sont aux premiers postes européens dans les formes de participation non conventionnelles, ils sont moyens dans les formes conventionnelles et parmi les derniers dans les formes permanentes de participation, telles que militer dans un syndicat ou un parti politique. Aucun autre pays européen ne présente ces caractéristiques. Mais où l'anomalie se trouve-t-elle ? Doit-on considérer la France comme un pays où l'on participe beaucoup à la vie politique, mais sans militer ? Ou alors un pays qui participe peu, mais où l'on descend dans la rue ? À la lumière de ce que les interviewés ont déclaré dans toute l'Europe, nous avons penché pour la seconde option. Les Français semblent partager plusieurs traits avec les habitants des pays où l'on participe peu. Ils se sentent très peu compétents sur les enjeux politiques et ne semblent pas particulièrement critiques à l'égard de leur système politique.

En revanche, les Français utilisent beaucoup les formes de participation politique non conventionnelles (manifestations, boycotts, pétitions ou campagnes de prise de conscience). Deux facteurs ressortent pour expliquer ce phénomène. Premièrement, en France – comme également en Suède ou au Danemark –, il y a une présence massive de fonctionnaires au sein de la population. Or le fonctionariat est l'un des facteurs capables d'expliquer la mobilisation dans la rue et peut expliquer en partie le niveau élevé de participation non conventionnelle dans ces trois pays. Mais de plus, ce sur quoi nous avons insisté, ces formes de participation non conventionnelles – qui attirent en général surtout les jeunes – ont de nombreux supporters en France dans la génération qui a vécu plus ou moins activement Mai 68. En effet, c'est surtout au niveau de cette génération que la France est le leader protestataire européen. En outre, ceux qui appartiennent à cette génération participent – toutes choses égales par ailleurs – plus que les autres en France, alors que cela n'est pas vrai dans le reste de l'Europe. Ce point suggère que la socialisation politique des Français a été fortement influencée par une génération particulière.

## Références

- BARNES (Samuel H.) et KAASE (Max), *Political Action : Mass Participation in Five Western Democracies*, Beverly Hills (Calif.), Sage, 1979.
- BLAIS (Andre), BLAKE (Donald E.) et DION (Stephane), *Governments, Parties and Public Sector Employees : Canada, United States, Britain and France*, Pittsburgh (Penn.), University of Pittsburgh Press, 1997.
- BRÉCHON (Pierre), « Crise de confiance dans les élites politiques », dans Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- CARLEY (Mark), « Évolution de la syndicalisation 1993-2003 », *European Industrial Relations Observatory on-line* ([www.eurofound.europa.eu](http://www.eurofound.europa.eu)).
- DEWOGHÉLAËRE (Julien), MAGNI BERTON (Raul) et NAVARRO (Julien), « Cumul des Mandats » in Contemporary French Politics. An Empirical Study of the XII<sup>e</sup> “Legislature” of the “Assemblée Nationale” », *French Politics*, 4, 2006.
- GAXIE (Daniel), « Cognition, auto-habilitation et pouvoir des citoyens », *Revue française de science politique*, 57 (6), *French Politics*, 4, 2006.
- GROUX (Guy), « Syndicats et politique », dans Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
- GRUNBERG (Gérard), MAYER (Nonna) et SNIDERMAN (Paul M.) (dir.), *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- LAURISON (Daniel), « Refusing to Engage : Political Competence and the “Don't Know” Response on Surveys », article non publié présenté au Center for the Study of Democracy, *Symposium : Democracy and Its Development*, 2007.
- NYE (Joseph S. Jr.), ZELIKOW (Philip D.) et KING (David C.) (eds), *Why People Don't Trust Government*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1997.
- SCHWEISGUTH (Étienne), « La dépolitisation en questions », dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul M. Sniderman (dir.), *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- TSEBELIS (George), *Veto Players. How Political Institutions Work*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2002.

